

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME

Pascale DUCLERMORTIER

Aline MILLE

Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE

Stéphane MAYET

Iris REZARD

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la Ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 26 mai 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET
Associée

ANNEXE

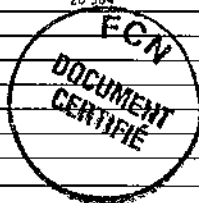
DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

MUSIQUES SUR LA VILLE
BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 395	2 395	0	0
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 110	41 240	8 870	3 006
Autres immobilisations corporelles	20 384	19 048	1 336	2 629
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	15		15	15
Total I	72 904	62 683	10 221	5 650
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	500		500	0
Autres	24 255		24 255	3 301
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	49 745		49 745	49 663
Charges constatées d'avance	6 877		6 877	1 591
Total II	81 377	0	61 377	54 555
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	154 281	62 683	91 598	60 205



MUSIQUES SUR LA VILLE
BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2024

Nomenclature 2020 & PCG

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	83 499	83 499
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-78 028	-60 461
Excédent ou déficit de l'exercice	11 113	-17 567
Situation nette (sous-total)	16 584	5 471
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	378	1 350
Provisions réglementées		
Total I	16 962	6 821
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	41 068	19 625
Total III	41 068	19 625
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	27	26
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 819	7 143
Dettes fiscales et sociales	26 677	23 252
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	45	3 338
Total IV	33 568	33 759
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	91 598	60 205



MUSIQUES SUR LA VILLE
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nomenclature 2020 & PCG

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	165	75
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	4 831	5 939
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	60 917	79 162
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	355 550	354 279
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 780	4 199
Mécénats	32 670	31 644
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 523	904
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total I	464 436	476 202
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 194	2 458
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	193 762	217 619
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 594	2 733
Salaires et traitements	157 232	172 168
Charges sociales	63 424	72 212
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 551	3 482
Dotations aux provisions	21 443	5 976
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	13 213	19 682
Total II	457 413	496 330
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	7 023	-20 128

MUSIQUES SUR LA VILLE
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nomenclature 2020 & PCG

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 819	1 021
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	1 819	1 021
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 819	1 021
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	8 842	-19 107
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 409	875
Sur opérations en capital	972	1 167
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	2 381	2 042
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	110	501
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	110	501
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 271	1 541
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	468 636	479 265
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	457 523	496 832
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	11 113	-17 567

MUSIQUES SUR LA VILLE
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nomenclature 2020 & PCG

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
--------------------	-----------------------------------	-------------------------------------

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>	29 236	26 123
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL	29 236	26 123
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>	29 236	26 123
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL	29 236	26 123

MUSIQUES SUR LA VILLE ANNEXE DE L'EXERCICE 2024

Les tableaux ci-joints font partie intégrante de l'annexe.

1°) OBJET

L'objet social est décrit ainsi dans nos statuts :

« Développer et soutenir des projets d'action culturelle dans un propos d'éducation populaire et de promotion de la diversité et de l'échange. Favoriser la création, la production, l'édition et la diffusion de toutes sortes d'œuvres culturelles et artistiques, notamment musicales. Proposer des actions spécifiques et motivantes pour développer la participation, la responsabilisation, l'intégration de la jeunesse. Contribuer par son action au rayonnement de Châlons-en-Champagne et de sa région »

2°) FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

L'année aura été marquée par une baisse sensible du volume RH du fait de l'absence non remplacée durant tout l'exercice de l'Administratrice de Production, en arrêt maladie depuis la fin août 2023. Dans un contexte de réajustement depuis 2022 du volume d'actions de l'association en proportion des moyens de l'association, il convient de noter par rapport à l'exercice précédent un léger fléchissement de ses recettes d'activités mais l'accroissement significatif des dons, et la stabilité de son subventionnement.

L'association aura dû en fin d'année 2024 renouveler sur fonds propres une partie de son matériel technique obsolète, sans incidence importante sur le volume d'immobilisations de l'exercice.

Il en découle un résultat de l'exercice en excédent de 11 113 €.

3°) PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.



Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 91 598 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 468 636 euros et un total de charges de 457 523 euros soit un excédent de 11 113 €.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024. Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ni de correction d'erreur ayant un impact significatif.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.



Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

4°) NOTES SUR LE BILAN

A) L'ACTIF

Concernant les acquisitions d'immobilisations :

L'association s'est dotée de :

- Matériels son et lumière et électrique pour une valeur de 7 671 €
- Matériels informatique pour une valeur de 450 €

Tableau des immobilisations

	Valeurs d'achat	Amortissements Cumulés	V.N.C
immobilisations incorporelles	2 395	2 395	0
Immobilisations corporelles	70 494	60 288	10 206



Etat des échéances des créances

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
avance sur commandes et fournisseurs			
Clients (1)	500	500	
autres créances	24 255	24 255	
Total	24 755	24 755	



B) PASSIF

Etat des dettes

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
dettes fournisseurs	6 819	6 819	
dettes fiscales et sociales	26 677	26 677	
Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit	27	27	
Total	33 523	33 523	

Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires. 1,03 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 4,10 %

Ils représentent un total (y compris les charges sociales) de 23 103 Euros, pour le seul salarié concerné aujourd'hui, c'est-à-dire le directeur.

La provision constatée au 31/12/2024 s'élève à 21 364 Euros et le solde sera provisionné l'année prochaine.

Autres provision pour risque

Une provision de 19 704 € a été comptabilisée sur l'exercice pour faire face à l'intégralité d'un éventuel risque salarial évalué au 31.12.2024.

5°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

<u>Détail des subventions</u>	355 550 €
Ville	210 000 €
Contrat de Ville / Ville	8 000 €
Contrat de Ville / CAC	9 700 €
Contrat de Ville / Etat	11 000 €
Région Grand Est	45 000 €
Département	39 850 €
CGET	8 500 €
DRAC	19 000 €
DDCSPP	1 000 €
SACEM	3 500 €
Charges constatées d'avance :	6 876 €
616 Assurances	5 297 €
651 logiciels	1 081 €
Autres	498 €
Charges à payer :	5 600 €
6226 FCN	5 600 €



Détails des contributions en nature

Travaux, locations, transports et communication, mise à disposition de moyens :

- Ville de Châlons-en-Champagne : 29 236 €

Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.



6°) PERSPECTIVES SUR L'EXERCICE 2025

Le projet 2025 présente un volume d'actions sensiblement conforme à celui - équilibré - de 2024, avec toutefois la relance d'une manifestation (festival Feminista, en octobre), sous réserve de financements ad hoc. Le résultat financier 2024, bien que positif, ne permet pas de prétendre faire évoluer significativement les ressources humaines permanentes de la structure, malgré la prolongation sine die de l'arrêt maladie de l'administratrice de production, d'autant que la tendance baissière des financements publics constatée depuis le début de l'année 2025 invite à la prudence. Toutefois, à budget constant, des marges résident dans les provisions pour risques et charges dont l'incrémentation ne devrait pas, quoi qu'il adviene, excéder en 2025 30 % de celles constituées en 2024.

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec le département de la Marne

Personne concernée :

- Madame Frédérique SCHULTHESS, Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville et Vice-Présidente du Département de la Marne.

Le 12 avril 2024, le Département de la Marne et Musiques sur la Ville, ont signé une convention pour une durée d'un an, pour définir leurs engagements réciproques dans la conduite d'un projet culturel et artistique concernant la diffusion et la sensibilisation de différents publics aux musiques actuelles.

Les montants attribués se répartissent comme suit :

- 15 000 € pour le festival « Musiques d'ici et d'ailleurs »,
- 11 700 € pour la programmation décentralisée du festival,
- 6 350 € pour la résidence de création artistique,
- 2 300 € pour le projet « percussions du monde »,
- 3 154 € pour le projet « chantiers éducatifs et ateliers ».

Convention avec l'Association des Cités en Champagne de Prévention

Personnes concernées :

- Madame Dominique DETERM, Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville et Secrétaire du Conseil d'Administration de l'ACCP ;
- Monsieur Patrick LEGOUIX, Directeur de Musiques sur la Ville et Trésorier de l'ACCP.

Dans le cadre des chantiers éducatifs, l'association des Cités en Champagne de Prévention a facturé à Musiques sur la Ville des prestations pour un montant de 12 494 € TTC pour l'exercice 2024.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 26 mai 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET
Associée